

[Text]

government follow this advice? I would like him to give me an answer to my question.

Mr. Crow: I am afraid I cannot tell you what kind of advice I give to the Minister of Finance. My advice is given in confidence, and it will continue to be given in confidence. Even less can I tell you what advice other governors gave to the Minister of Finance, because I was not even there.

With regard to a value-added tax, I think you have to look at it under two hats. The first hat is the price-increasing effect of imposing a tax of that kind, assuming that other indirect taxes are not reduced commensurately by the same amount.

The Chairman: Let us assume they are but there is not quite the flow-through effect.

Mr. Crow: For direct taxes, for example, you would have a similar effect. If you take off some direct taxes, the statistical effect on the CPI would be different. It only becomes interesting as an inflation question if one assumes that, Mr. Chairman.

In that case, there is a statistical effect on the price level that is, in principle, a problem. It is not so much the effect on the price level itself of that action but what the consequences are. If that is seen as a reason to raise other prices that were not directly affected, and incomes, I think the result could be quite damaging in terms of the inflation process that would develop. The issue that would confront monetary policy in that circumstance would be how best to contain that process. Clearly, the less inflationary the economy is to begin with, the less likely it is that such a process from any kind of value added tax change in the way I have hypothesized it would work.

Mr. Kindy: You are saying it is inflationary pressure by demand, a pressure of spending, and that pressure can come from spending by governments. I think our provincial, federal and municipal governments have been spending excessively in the last 20 years or so. At the same time, we have had other spending pressures. Mr. Rodriguez mentioned merger mania, where you have huge corporations that have to borrow to become bigger. I think this creates a pressure on the dollar as well.

I understand your advice is a matter of confidence. I personally disagree that it should be a matter of confidence, because you should be responsible for your advice to the people of Canada, not only to the Minister of Finance. But you are protected by the confidence convention of our government and our budgetary policy, so you cannot give me any indication that maybe you disagree with the Minister of Finance on certain matters.

[Translation]

conseiller la prudence au ministre des Finances; est-ce que le gouvernement a suivi ces conseils? J'aimerais qu'il réponde à ma question.

M. Crow: Je crains de ne pouvoir vous dire quels conseils j'ai donnés au ministre des Finances. Les conseils que je lui donne sont confidentiels; c'est une règle que nous n'avons pas l'intention d'abandonner. Je suis encore moins en mesure de vous dire quels conseils les autres gouverneurs ont donnés au ministre des Finances, je n'étais même pas là.

Quant à la taxe sur la valeur ajoutée, il faut l'étudier de deux points de vue différents. Premièrement, il y a l'augmentation des prix provoquée par une taxe de ce genre, en supposant que les autres taxes indirectes n'ont pas été réduites dans une proportion équivalente.

Le président: Supposons que ce soit le cas mais que les effets ne se répercutent pas exactement dans la même mesure.

M. Crow: Si vous prenez les taxes directes, les effets sont comparables. Si vous supprimez une partie des taxes directes, cela aura des effets statistiques différents sur l'IPC. Dans ces conditions, monsieur le président, cela n'a d'intérêt que du point de vue de l'inflation.

Dans ce cas, il y a un effet statistique sur le niveau des prix qui, en principe, pose un problème. Ce n'est pas tant l'effet sur le niveau des prix proprement dit, mais les conséquences qui sont problématiques. Si l'on y voit une raison d'augmenter les autres prix qui n'ont pas été touchés directement, et les revenus également, je pense que cela pourrait avoir des effets inflationnistes assez graves. Dans ces conditions, il faudrait chercher à contrôler le processus avec la politique monétaire. De toute évidence, moins l'économie est inflationniste au départ, moins ce type de taxe sur la valeur ajoutée dans les conditions que j'ai posées fonctionnerait.

M. Kindy: Vous dites que la demande exerce une pression inflationniste, une pression sur les schémas de dépenses, et que très souvent elle a son origine dans les dépenses gouvernementales. À mon avis, nos gouvernements municipaux, provinciaux et fédéral dépensent avec excès depuis une vingtaine d'années. D'autres dépenses entrent également en ligne de compte. M. Rodriguez a parlé de l'épidémie de rachats de sociétés: des sociétés géantes sont forcées d'emprunter pour devenir encore plus énormes. Cela aussi exerce des pressions sur le dollar.

Vous dites que les conseils que vous prodiguez sont confidentiels. Personnellement, je ne suis pas d'accord, je pense que vous êtes responsable de vos conseils devant la population canadienne et pas seulement devant le ministre des Finances. Mais vous êtes protégé par les dispositions de notre gouvernement et de notre politique budgétaire sur la confidentialité; vous ne pouvez donc pas me dire si, par hasard, vous êtes en désaccord avec le ministre des Finances sur certaines questions.